



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Bâtir un Environnement Solide pour Eradiquer la Traite des Personnes (Projet BEST)

Projet financé par le gouvernement américain à travers la USAID

Termes de référence du consultant ou firme de consultation pour l'étude CAP

APPEL D'OFFRE

1. Traite des Personnes : Contexte en Haïti

Haïti occupe une place unique dans l'histoire du monde moderne en tant que première république noire indépendante créée le premier jour de l'an de l'année 1804. Dès sa création, Haïti s'est érigé comme un des principaux architectes des droits humains dans le monde en offrant, entre autres, à l'humanité la lutte contre la traite des personnes. Cependant après plus de 200 ans, la traite des personnes reste et demeure vivant au sein de la société. Force est de constater que ce fléau menace l'édifice sociétal en mettant en péril le respect de la protection des fondements du droit fondamental qu'est la liberté.

Aujourd'hui, Haïti est considéré comme pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants victimes de traite des personnes à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Selon les rapports 2016 - 2018 du département d'État sur la traite des personnes, le pays occupe la catégorie 3, c'est-à-dire un pays qui ne respecte pas les normes minimales de la loi sur la protection des victimes de la traite (TVPA¹) et qui n'alloue pas de ressources suffisantes pour la mettre en œuvre. L'année dernière, Haïti a réalisé des progrès en occupant la catégorie 2, toutefois beaucoup d'effort reste à faire et notamment en matière de poursuite.

1.1 Momentum pour le changement

L'adoption de la loi de 2014 contre la traite des personnes a créé un élan considérable pour le changement de donne dans le pays. La nouvelle législation proscrie de nombreuses formes de traite, en accordant une attention particulière à un large éventail d'activités de traite d'enfants (âgés de moins de 18 ans). Plusieurs autres indicateurs illustrent la dynamique de changement dont nous parlons. A ce titre, nous pouvons citer :

- La mise en place par arrêté présidentiel du Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP) ;
- La tenue de la première Conférence Nationale relative à la lutte contre la traite des personnes en Haïti en juin 2017 ; laquelle a été réalisée sous le haut patronage de la présidence d'Haïti.
- L'élaboration de la Stratégie et Plan National de Lutte contre la Traite des Personnes ;
- La publication des Directives sur la Prise en charge des enfants privés de protection parentale en octobre 2018 par l'IBESR.

De plus, il convient de noter le lancement officiel par l'Etat Haïtien, l'USAID et Lumos de la **Stratégie et Plan d'action de lutte contre la Traite des Personnes** et le projet **Bâtir un Environnement Solide pour Eradiquer la Traite des Personnes** (Projet BEST) en date du 31 juillet 2019. Ce dernier est financé par le gouvernement américain à travers la USAID et est implémenté par Lumos et ses partenaires. Il a pour principal objectif d'aider l'Etat haïtien, les autorités locales et la société civile à prévenir, reconnaître, combattre et protéger les victimes de traite des personnes.

2. Contexte de la consultation

Le premier objectif du projet BEST vise à "**Sensibiliser le public sur les dangers, conséquences légales et les différentes formes de traite des personnes**". Il s'agit de sensibiliser tous les niveaux -du grand public, des communautés et des familles, l'Etat et à la société civile -, entre autres, à la

¹ Trafficking Victims Protection Act

question de la traite des êtres humains. Dans un premier temps, une analyse sur les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) sera effectuée pour évaluer leur niveau de connaissance de la traite et pour comprendre subjectivement et objectivement les facteurs qui perpétuent ce problème.

Pour ce faire, des experts (un consultant ou une firme de consultation) aideront le CNLTP à mener cette analyse en collaboration avec les firmes et/ou associations spécialisées dans la communication. Avec les résultats de cette étude, les partenaires du projet aideront le CNLTP à élaborer une stratégie de communication globale et multidimensionnelle sur le changement de comportement en vue de parvenir à une diminution progressive de la traite des personnes jusqu'à son éradication.

3. Objectif général

L'étude sur les connaissances, les attitudes et les pratiques (CAP) est prévue pour la première année de mise en œuvre du projet BEST et elle comporte deux principaux objectifs :

1. Fournir les preuves nécessaires pour éclairer la conception et l'élaboration de la stratégie de communication axée sur le changement de comportement (BCC²)
2. Établir une ligne de base solide sur les connaissances, pratiques et attitudes pouvant permettre de suivre les changements de comportement dans le temps.

Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement le consultant aura à :

- Déterminer les connaissances, les attitudes et les pratiques qui portent les parents, les membres de familles élargies (en absence de parents biologiques) et les représentants légaux à livrer leurs enfants en domesticité ;
- Déterminer les connaissances, les attitudes et les pratiques qui portent les parents, les membres de familles élargies (en absence de parents biologiques) et les représentants légaux et non légaux à confier leurs enfants à un orphelinat ;
- Déterminer les connaissances, les attitudes et les pratiques qui portent les parents, les membres de familles élargies (en absence de parents biologiques) et les représentants légaux et non légaux à confier leurs enfants à un passeur pour les conduire en République dominicaine ou dans un autre pays ;
- Déterminer le niveau de connaissance des parents, des structures communautaires et des autorités locales, relatif aux alternatives de prise en charge (type familiale ou à base communautaire)
- Identifier les acteurs clés, porteurs de changement et les leaders communautaires ainsi que les approches recommandées pour inclure ces derniers dans un programme de communication visant le changement de comportement dans la communauté par rapport aux différentes formes de traite des personnes ;
- Conduire des focus groups et des entrevues avec des informateurs clés, afin d'obtenir des informations qualitatives sur le choix des pratiques et comportement à adopter pour combattre efficacement et éradiquer la traite des personnes ;
- Déterminer les connaissances et le niveau de sensibilisation atteint par les communautés sur la traite des personnes (y compris la traite transfrontalière, la traite à travers les orphelinats et la traite à travers la domesticité), à partir des campagnes antérieurement réalisées ;
- Fournir des informations / preuves pouvant être utilisées par le consultant BCC pour recommander des interventions clés simples, pratiques et réalisables qui traitent des problèmes identifiés afin de garantir de nouvelles pratiques appropriées pour éradiquer la traite des personnes ;
- Fournir des informations / preuves pouvant être utilisées par le consultant BCC pour recommander des messages simples, appropriés, faciles à capturer, suffisamment frappants

² Behaviour Change Communication

et suffisamment profonds pour sensibiliser et engager les citoyens dans la lutte contre la traite des personnes ;

- Fournir des informations / preuves pouvant être utilisées par le consultant BCC pour identifier et recommander des outils de communication appropriés afin de produire des messages adaptés aux différents groupes cibles.

4. Méthodologie

Le consultant a la charge de conduire l'étude CAP. En conséquence, il lui revient de proposer et concevoir une méthodologie appropriée pour recueillir des informations et fournir les résultats attendus conformément aux objectifs de ladite étude. Il convient toutefois de noter que l'approche méthodologique finale sera discutée et validée par l'unité d'Evidence de Lumos.

Les outils de collecte de données seront élaborés par le consultant, avec l'appui de l'unité d'Evidence de Lumos. Ils feront objet de validation par un comité de supervision.

Le projet BEST utilisera les informations recueillies lors de la revue rapide de littérature et l'analyse CAP pour développer des interventions / activités spécifiques du projet, telles que l'élaboration de supports de formation pour les acteurs de la lutte contre la traite et la création de messages anti-traite adaptés à chaque public cible. En outre, elle servira de base de travail à la mise en place d'une chaire académique sur la traite des personnes.

5. Etendue des travaux

L'étude CAP sera menée dans **les zones où se trouvent des victimes de traite des personnes** (transnationale, orphelinats et domesticité) **retrouvées dans les zones d'intervention du projet BEST_USAID/LUMOS** (Ouanaminthe, Fort Liberté, Ferrier, Thomassique, Hinche, Port-au-Prince, Pétion-Ville, Croix des Bouquets et Tabarre) mais également dans certains couloirs de passage des victimes de traite transfrontalière (Anse à Pitre, Fonds Verrettes) et certains endroits considérés comme zones de provenance des victimes de traite (Jérémie, Sud-est). Au total cinq Départements géographiques sur dix seront considérés. Il s'agit des départements de l'Ouest, Sud-est, Grand 'Anse, Plateau Central, et Nord-Est.

6. Cibles

L'offre technique du consultant ou de la firme devra contenir l'échantillonnage et les méthodes de calcul utilisées pour le déterminer. Il devra respecter le guide d'échantillonnage de l'USAID.

7. Responsabilités du consultant/firme de consultation

- Développer un plan détaillé de l'étude CAP qui inclura la conception, la méthodologie de l'étude, les procédures d'échantillonnage, le calendrier d'exécution détaillé et la proposition financière.
- Avoir des discussions préliminaires avec l'équipe de Monitoring, Evaluation et Apprentissage de LUMOS et de CRS ainsi que les responsables de programmes des deux institutions incluant L'association Internationale des Femmes Juges (IAWJ).
- Présenter la méthodologie aux acteurs clés, en particulier le CNLTP, l'IBESR, OPC, la BPM, la Polifront, l'USAID, LUMOS, CRS, IAWJ et autres ;
- Réaliser une revue rapide de la littérature existante ;
- Développer les instruments de collecte de données et proposer un logiciel approprié pour leur traitement ;
- Former les équipes de collecte de données
- Conduire l'enquête
- Développer et soumettre un rapport initial
- Animer des ateliers de présentation des résultats incluant les recommandations
- Soumettre un rapport final.

8. Responsabilités de la Direction du projet BEST_USAID/LUMOS

- Fournir au consultant la documentation nécessaire en complément à ce qu'il détient déjà. Il demeure entendu qu'il ne s'agit pas de fournir la documentation pour la revue de littérature.
- Introduire le consultant auprès des différents acteurs de la lutte contre la traite des personnes tant au niveau central que local ;
- Aider dans le processus de recrutement des enquêteurs ;
- Assurer la supervision de l'étude (comité de supervision et l'unité d'évidence de Londres)

9. Durée de l'étude

Un total de 90 jours de travail sur une période de cinq mois, est proposé au consultant ou à la firme.

10. Qualifications requises

Education:

- Master en Sciences humaines (sociologie, psychologie, ethnologie, communication, action humanitaire, science de l'éducation) ou discipline connexe.
- Au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de la recherche, des études qualitatives et quantitatives. Avoir déjà réalisé ou participé à une étude CAP avec un haut niveau de responsabilité ;
- Solides compétences en recherche analytique, quantitative et qualitative.
- Avoir des compétences en statistiques et la capacité de travailler avec des logiciels y relatifs
- Solide compétence analytique et des méthodes d'enquête ;
- Leadership prouvé et bonne capacité de communication ;
- Connaissance des milieux ruraux et urbains d'Haïti ;
- Connaissance de la culture haïtienne
- Connaissance des principes humanitaires, des notions de protection de l'enfant, des notions de base en matière de lutte contre la traite des personnes ;
- Maîtrise des logiciels de base de MS office et de ceux en rapport avec les bases de données
- Habilité à respecter les délais ;
- Maîtriser le français et le créole, l'anglais est un atout.
- Habilité à conduire une équipe de recherche et à travailler dans des milieux et conditions difficiles (zones inaccessibles, dépourvues d'infrastructures et de lieux de restauration.

11. Documents à soumettre par les intéressés :

- Une offre technique et financière. L'offre technique doit contenir le processus de recherche avec des détails suffisants sur les dispositifs méthodologiques de l'étude, la planification, le staffing, les procédures et technique d'échantillonnage, le calendrier d'exécution détaillé, la taille de l'équipe d'enquêteurs, l'approche qui sera utilisée pour s'assurer de l'atteinte des résultats. Veuillez noter que l'offre financière doit être en adéquation avec la méthodologie de l'étude.
- Une lettre de motivation ;
- La copie d'un résumé exécutif d'un travail similaire réalisé ou dans lequel, le consultant a participé à un niveau assez élevé.
- CV du/de la consultant (e) ou de chaque responsable de la firme de consultation.
- La fiche technique de la firme (s'il s'agit d'une firme)

12. Critères d'évaluation des offres

Eléments d'évaluation	Sur 100 pts
La compréhension du mandat ;	5
Compétence académique / expérience dans le domaine de la recherche	15
Une présentation des expériences du/de la consultant€ en rapport avec les TDRs ;	15
La méthodologie détaillée envisagée pour fournir les livrables. Cette dernière permettra de comprendre comment le travail sera effectué en précisant la méthode, la technique d'échantillonnage, la stratégie de collecte de données, délais de mise en œuvre, rapport qualité/prix, les procédures qui seront appliquées ainsi qu'un chronogramme d'activités et gestion de risques.	30
Capacité à remettre le travail dans les délais	10
Compréhension du dossier ; qualité et adéquation de la méthodologie proposée (poids particulier sur celle-ci) ; stratégie de collecte de données ; délais et mise en œuvre ; compétences et l'expérience ; le rapport qualité/prix; gestion des risques	25

13. Livrables

1. Plan de travail détaillé 5 jours après la date de recrutement, incluant la conception de l'enquête, la méthodologie, les procédures et technique d'échantillonnage, le calendrier d'exécution détaillé, la taille de l'équipe d'enquêteurs etc.
2. Un rapport préliminaire de l'étude
3. Rapport final de l'étude après un atelier de validation

14. Ventilation et subdivision

Livrables	Détails	Nombre de jours	% à payer
Plan détaillé	<ul style="list-style-type: none"> - Proposition de plan - Rencontre avec les parties prenantes - Introduction des réactions des implémentateurs et du CNLTP - Version validée du plan de travail 	5 jours	30 % des frais de consultation
Rapport préliminaire de l'enquête CAP	<ul style="list-style-type: none"> - Revue de littérature - Elaboration des outils de collecte de données - Contrôle de qualité et testing des outils de collecte de données - Recrutement et formation de l'équipe d'enquêteurs - Conduite de l'enquête/travail de terrain - Analyse des données - Rédaction du rapport préliminaire 	65 jours	40% des frais de consultation
Rapport final	<ul style="list-style-type: none"> - Rédaction et soumission du rapport préliminaire - Présentation en atelier des résultats préliminaires aux différentes parties prenantes. - Collecte des commentaires - Rédaction et soumission du rapport final 	20 jours	30 % des frais de consultation

Lumos s'engage à protéger et à promouvoir le bien-être des enfants, et les candidats doivent être prêts à se soumettre à un contrôle de protection de l'enfance approprié au poste, y compris des vérifications auprès d'anciens employeurs ou contractants et des vérifications de casiers judiciaires.

Veillez envoyer vos dossiers à l'adresse email suivante : Haiti.Office@wearelumos.org

Ou sous pli cacheté au bureau de Lumos sis au # 18, Impasse Lajoie, Rue Emeric, Morne Lazarre, Bourdon, Pétion-Ville.

Coordonnées GPS : 18.526187, -72.292699

Date limite pour la réception des dossiers : 11 décembre 2019